Pour la CGT Finances Publiques, le dialogue social n’est pas un concept ou un élément de communication, il a du sens.

La CGT Finances Publiques est très attachée au dialogue social, mais tel que défini par l’OIT. Un dialogue social comporte donc effectivement de la discussion et des échanges d’information, mais aussi et surtout de la négociation qui de par sa définition en est une lorsque la discussion aboutit à un accord.

La CGT ne sera jamais un alibi pour faire croire aux agents que toutes les mesures de régressions sociales sont ne serait-ce que concertées.

La CGT Finances Publiques est prête à participer au dialogue social, **si et seulement si**, il s’agit bien d’un réel dialogue social qui respecte la représentativité. À chaque fois que des avancées ou des négociations seront possibles pour les agents nous répondrons présents, mais nous ne participerons pas à la régression sociale des agents des finances publiques.

C’est sur la base de ces principes et en lien avec les valeurs de la CGT concernant le progrès social que nous avons pris note des thèmes proposés, et que selon, nous y participerons ou non.

Pour autant, la CGT Finances Publiques estime que les enseignements de la crise doivent aussi et surtout être envisagés en ce qui concerne la reconnaissance des agents, la reconnaissance des missions régaliennes de la DGFiP et la reconnaissance d’un service public indispensable à la nation et aux usagers. Et dans les propositions de thèmes, cette reconnaissance n’y est pas… À quand une revalorisation conséquente du point d’indice qui comblerait a minima plus de 15 ans de perte de pouvoir d’achat ? Un véritable plan de qualification ? Des avancées réelles des droits et garanties des personnels ? La reconnaissance de l’investissement et l’engagement des agents malgré les attaques répétées ces dernières années ? Des avancées sur le télétravail ? Le renforcement des moyens ? Le renforcement des missions ? Le renforcement du service public de proximité ?

La CGT ne participera pas aux « discussions » liées au NRP ou à ses déclinaisons puisque, vous le savez, cette réforme constitue pour la CGT le démantèlement du réseau de proximité et des missions de la DGFiP. Le rejet de cette réforme est profond, mais pas uniquement au sein de la CGT,

il l'est chez la majorité des agents des finances publiques.

Le dialogue social doit pouvoir aussi comporter de réelles avancées pour les personnels.

Les agents des finances publiques n'en peuvent plus des réformes régressives imposées depuis des années. Pourtant ce sont bien ces agents qui permettent la continuité du fonctionnement de l'État à la DGFiP durant cette crise sanitaire. Ils ne sont pas un coût, mais un investissement pour le pays, le service public n'a pas vocation à être rentable. Le service public est la seule richesse de ceux qui n'en ont pas. Il doit être renforcé, et encore plus dans des situations de crise et notamment économique inédite comme celle qui s'annonce déjà.

Les enseignements de la crise sont avant tout qu'il faut renforcer la Fonction Publique dans ses trois versants et non l'inverse.

fichiers: Télécharger dl_gt_dialogue_social_29_01_2021.pdf (268.88 Ko)

Public: Infos / actions

GT 2021

Leave this field blank